



**DEMANDE D'INDEMNISATION AU TITRE
DU REFUS DE CONCOURS DE LA FORCE PUBLIQUE**

Partie réservée à
l'administration

Réf :

Avez-vous déjà perçu une indemnisation dans cette affaire ?

- Oui Si oui, quel est votre numéro de dossier ?.....
Si oui, vous n'avez pas à remplir les rubriques 5, 6, 7, 9 et 10 ni à fournir les
pièces n°1 à 10 (sauf si une modification concernant l'une de ces rubriques ou
pièces est intervenue depuis votre dernière demande).
 Non

① Bénéficiaire (s) du jugement d'expulsion (en général : propriétaire, bailleur)

M. Mme SCI Société HLM Autres

Nom

Prénom

(éventuellement nom de la personne à contacter))

Adresse

Code PostalVille

Tél (1)

Adresse mail (1)

Nom (2)

Nom d'épouse.....

Prénom.....


Adresse.....

Code Postal.....Ville.....

Tél (1)

Adresse mail (1).....

**② Demandeur de l'indemnisation (le contact de l'Administration dans le cadre de la
demande d'indemnisation)**

Propriétaire(s) Mandataire ou cabinet de gestion  Huissier Avocat

Si le demandeur n'est pas le bénéficiaire du jugement d'expulsion :

Nom.....

Nom d'épouse.....

Prénom.....

(éventuellement nom de la personne à contacter.....))

Adresse.....

Code Postal.....Ville.....

Tél (1).....

Adresse mail (1).....

③ Occupant (s) visé (s) par le jugement d'expulsion

<input type="checkbox"/> M. (3)	<input type="checkbox"/> Mme (3)	<input type="checkbox"/> Société (3)	<input type="checkbox"/> Autres (3)	<input type="checkbox"/> Squatter (s)
Nom.....				
Prénom.....				
Nom (2)				
Nom d'épouse.....				
Prénom.....				

④ Lieu de l'expulsion

N°.....	voie.....		
bâtiment.....	escalier	n° d'étage.....	n° de logement.....
Code Postal 75.....PARIS			

⑤ Contrat de location

Avez-vous établi un contrat de location avec l'occupant ? (ou l'ancien locataire s'il s'agit d'un squatt)			
<input type="checkbox"/> Oui	Si oui, de quel type de contrat s'agit-il ?		
<input type="checkbox"/> bail d'habitation	<input type="checkbox"/> bail commercial	<input type="checkbox"/> bail mixte	
<input type="checkbox"/> convention d'occupation	<input type="checkbox"/> contrat de résidence		
Quel est le montant du loyer ou de la redevance ?		<input type="checkbox"/> mensuel	<input type="checkbox"/> trim.
Pour les redevances uniquement, les charges sont-elles comprises ?		<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Pour les loyers uniquement, quel est le montant de l'indice de révision ?			
A quels trimestre et année correspond cet indice ?		Trimestre 20.....	
Dans tous les cas, quelle est la date de signature du contrat ?			
<input type="checkbox"/> Non, si non, quelle est la superficie du logement ?		
Quel est le numéro du lot de copropriété concerné ?			
S'agit-il d'un logement de fonction ?		<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non

⑥ Charges


Les charges locatives font-elles l'objet d'une provision mensuelle ? (qui sera régularisée en fin d'exercice budgétaire annuel avec les charges locatives réelles récupérables sur le locataire)	
<input type="checkbox"/> Oui, si oui :	Quel est le montant mensuel de la provision demandée ?
	Quel est le montant du relevé annuel de charges locatives récupérables ?
	Quel est le montant de la Taxe d'enlèvement des Ordures Ménagères ?
<input type="checkbox"/> Non, si non : les charges locatives sont-elles évaluées forfaitairement ?	
<input type="checkbox"/> oui, quel est le montant du forfait mensuel prévu au contrat ?	
<input type="checkbox"/> non	

⑦ Actes de procédures


Décision judiciaire prononçant l'expulsion/jugement d'adjudication/...../ 20....
Procès-verbal de la signification au(x) locataire(s)/...../ 20....
Commandement de quitter les lieux/...../ 20....
Notification au Préfet de Paris de la copie du commandement de quitter les lieux/...../ 20..... avec la copie de son accusé de réception
Tentative d'expulsion/...../ 20....
Réquisition de la force publique/...../ 20....

A-t-il été interjeté appel de la décision judiciaire d'expulsion ?


Oui, si oui, la Cour d'Appel de Paris a-t-elle rendu sa décision ?

Oui, si oui joindre l'arrêt rendu par la Cour d'Appel de Paris 

Non, si non joindre le dernier document reçu de la Cour d'Appel de Paris 

Non, si non joindre un certificat de non-appel 


L'expulsé a-t-il sollicité auprès du Juge de l'Exécution un délai de grâce pour quitter les lieux ?


Oui, si oui joindre la décision 

Non

L'expulsé a-t-il saisi la commission de surendettement ?

Oui, si oui, le juge de l'exécution a-t-il rendu une décision ?

Oui, si oui joindre le jugement rendu par le Tribunal de Grande Instance de Paris 

Non, si non joindre les documents reçus de la Commission de surendettement 

Non

⑧ Libération des lieux


Les locaux ont-ils été libérés ?


Oui, si oui, à quelle date ? Ne sait pas


Non

⑨ Tentatives de recouvrement de la créance

Une assurance garantie des loyers impayés a-t-elle été souscrite ?


Oui, si oui joindre le contrat  L'assurance a-t-elle versé une indemnisation ?

oui  Si oui, quelle est la période indemnisée par l'assurance ?
du/...../ 20..... au/...../ 20.....

non, si non, une procédure est-elle en cours devant le tribunal à l'encontre
de la compagnie d'assurance ? oui  non

Non

Une saisie arrêt sur salaire a-t-elle été mise en place par le Tribunal d'Instance ?

Oui, si oui joindre les justificatifs 

Si oui, à quelle période d'occupation correspondent les sommes réclamées devant
le tribunal d'Instance ? du/...../ 20..... au/...../ 20.....

Si oui, quelle somme avez-vous pu recouvrer à ce jour ?

Non

⑩ En cas d'indemnisation par l'Etat, renseignements complémentaires relatifs au titulaire du compte bancaire à créditer (3)

- si vous êtes un particulier, joindre une copie de votre carte d'identité ou du passeport 

Quels sont les 10 premiers chiffres de votre n° de SS ?.....

- si vous êtes une société ou un avocat, quel est votre numéro de SIRET ?

Je soussigné.....
agissant en qualité de.....
atteste sur l'honneur l'exactitude des renseignements mentionnés dans la présente
demande d'indemnisation et sollicite une indemnité de (4)euros au
titre du préjudice subi du fait du refus de concours de la force publique pendant
la période du (4)/...../ 20..... au/...../ 20.....
Fait à Signature(s)+ cachet(éventuellement)
Date/...../ 20.....

Nota bene : Les formulaires incomplets ne seront pas instruits

Nota bene : Le fait de remplir correctement votre formulaire n'entraîne pas une présomption de la responsabilité de l'Etat.

Attention : Le fait de se faire délivrer indûment par une administration publique ou par un organisme chargé d'une mission de service public, par quelque moyen frauduleux que ce soit, un document destiné à constater un droit, une identité ou une qualité ou à accorder une autorisation est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende.

Est puni des mêmes peines le fait de fournir sciemment une fausse déclaration ou une déclaration incomplète en vue d'obtenir ou de tenter d'obtenir, de faire obtenir ou de tenter de faire obtenir d'une personne publique, d'un organisme de protection sociale ou d'un organisme chargé d'une mission de service public une allocation, une prestation, un paiement ou un avantage indu. (**art 441-6 du Code Pénal**)

Formulaire à retourner à :
Préfecture de Police
Secrétariat Général pour l'Administration
Service des Affaires Juridiques et du Contentieux
Bureau du Contentieux de la Responsabilité
1 bis rue de Lutèce
75195 PARIS Cedex 04

 Pièces à fournir

- (1) Facultatif
- (2) A remplir s'il existe plusieurs propriétaires ou occupants. Si le formulaire est insuffisant, veuillez reporter les mentions demandées sur une page annexe
- (3) Cette information constitue une exigence inhérente au fonctionnement de l'Agence pour l'Informatique Financière de l'Etat
- (4) A remplir à l'aide du tableau récapitulatif de la dette